

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Cahier des charges : Contrat de concession pour l'organisation du Concours général agricole (CGA) (hors organisation logistique des finales sur le Salon international de l'agriculture de Paris (SIA))

A- Contexte général

Aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 2019-900 du 28 août 2019 relatif au concours général agricole : « *Le concours général agricole a pour objet de récompenser chaque année les produits et animaux issus du terroir français présentant un niveau qualitatif élevé, ainsi que la maîtrise et la mise en œuvre de pratiques ou l'acquisition de connaissances particulières dans le domaine agricole. Il participe à l'encouragement des producteurs, au soutien et au développement économique des filières agroalimentaires et à la mise en valeur de la formation des professionnels des secteurs agricole et agroalimentaire* ». L'article 2 du même décret dispose que « *Le concours général agricole est organisé par le ministère chargé de l'agriculture* ».

Le concours général agricole (CGA) reflète la grande diversité des productions agricoles et agroalimentaires sur le territoire français. Il est composé des concours suivants :

- le **CGA animaux reproducteurs** qui comprend les concours ovins, porcins, bovins, caprins, asins, équins, canins et félins. Il rassemble annuellement environ 1 500 éleveurs et 2 500 animaux ;
- le **CGA produits et vins** qui comprend 20 concours produits (apéritifs, bières, charcuteries, cidres et poirés, confitures, eaux-de-vie, épices, huile de noix, jus de fruits, miels, mistelles, produits de l'aquaculture, produits issus de palmipèdes gras, produits laitiers, produits oléicoles, rhums et punches, viande, volailles, choux de choucroute et Boulangerie pains) et 1 concours vin comprenant 105 appellations appartenant à 14 régions viticoles et organisé autour de 30 comités de pré-sélection. Environ 6 000 producteurs participent à ces concours, générant plus de 20 000 échantillons prélevés dans les régions de production ;
- le **CGA jeunes professionnels**, ouvert aux élèves, étudiants, apprenants de l'enseignement agricole et aux jeunes professionnels de l'agroalimentaire, qui a vocation à mobiliser les établissements d'enseignement agricole et les jeunes et à récompenser les meilleurs d'entre eux pour leurs aptitudes. Certains de ces concours contribuent au renforcement des actions de coopération internationale menées par certains établissements d'enseignement agricole. Le CGA jeunes professionnels comprend 7 catégories :
 - le **concours de jugement d'animaux par les jeunes** qui comprend 6 catégories : caprins, équins, bovins, ovins, races allaitantes et races laitières ;
 - le **trophée international de l'enseignement agricole** qui valorise les enseignements en matière de manipulation des bovins en toute sécurité et les qualités de communication en vue du trophée. Il comprend 2 sections pour les

races laitières, 2 sections pour les races allaitantes et une section pour les établissements étrangers ;

- le **challenge équi-trait-jeunes** qui est conçu comme un support pédagogique pour les établissements d'enseignement agricole ;
 - le **challenge caprin inter-lycées** qui a pour objectif de promouvoir les lycées agricoles proposant une formation ou une spécialisation caprine ;
 - le **trophée canin inter-lycées** qui a pour objectif de promouvoir les lycées agricoles proposant une formation ou une spécialisation canine ;
 - le **concours des jeunes professionnels du vin**, ouvert aux jeunes français et européens, qui a pour objectif de sensibiliser les jeunes de l'enseignement agricole, hôtelier et commercial, ainsi que les jeunes producteurs de vins, à l'importance de la dégustation dans la pratique de leur métier ;
 - le **concours des jeunes jurés des pratiques agro-écologiques** qui contribue à la transition de l'agriculture vers des modes de production agro-écologiques dans les établissements agricoles ;
- le **CGA des pratiques agro-écologiques**, composé de deux concours : « **prairies et parcours** » et « **agroforesterie** ».

Des assesseurs supervisent les différentes étapes des concours, des pré-sélections éventuelles à l'enregistrement des résultats, dans leurs aspects organisationnels. Ils font scrupuleusement respecter le règlement du CGA et réfèrent des problèmes rencontrés au commissaire général. Ils encadrent les jurés et les stagiaires.

Les stagiaires assistent les assesseurs dans leurs tâches de gestion des échantillons et des doubles, de service auprès des tables de jurés et d'organisation de jurys.

Les concours CGA animaux reproducteurs et CGA jeunes professionnels sont organisés dans l'espace du Salon international de l'agriculture (SIA) ouvert au grand public, ce qui contribue à l'attractivité de ce salon. Les finales du CGA produits et vins sont également organisées au SIA (interdites d'accès au public) et précédées pour les concours vins et Armagnac de pré-sélections locales. Le CGA des pratiques agro-écologiques est organisé en région et la remise des prix se fait au SIA.

Le CGA est reconnu par le grand public et les professionnels comme le concours officiel agricole et agroalimentaire français de référence. Une enquête réalisée en avril 2024 montre qu'environ 84 % des lauréats sont satisfaits de leur participation au CGA et ont déjà participé aux deux éditions précédentes. Pour l'essentiel d'entre eux, le CGA contribue à la promotion des producteurs français, fournit des repères de confiance aux consommateurs et soutient le développement des filières agricoles. Leur objectif au travers du CGA est de communiquer sur leur savoir-faire et la qualité de leurs produits, être repérés par les consommateurs et stimuler leurs ventes. Enfin, 46 % comptaient s'appuyer sur la médaille pour stimuler leurs ventes.

Ainsi, le CGA constitue une mission de service public de valorisation et de promotion des filières agricoles bénéficiant tant aux participants des différents concours, en particulier aux éleveurs et aux producteurs de produits et de vin qui valorisent, en tirant profit de la visibilité et de l'attractivité de cet événement, leurs activités et leurs productions, qu'au grand public qui améliore sa connaissance du patrimoine agricole et profite des activités de promotion des filières agricoles, de la mise en avant des animaux et des produits de l'agriculture qui participent au CGA.

B- Objet du contrat de concession

Le présent contrat de concession a pour objet l'organisation des cinq éditions, de 2026 à 2030 inclus du CGA.

B.1. Périmètre de la concession

Dans le cadre du présent contrat de concession, le concessionnaire organise et promeut les concours décrits au point A, à savoir :

- le **CGA animaux reproducteurs** ;
- le **CGA produits et vins** ;
- le **CGA jeunes professionnels**, comprenant :
 - le concours de jugement d'animaux par les jeunes ;
 - le trophée international de l'enseignement agricole ;
 - le challenge équi-trait-jeunes ;
 - le challenge caprin inter-lycées ;
 - le trophée canin inter-lycées ;
 - le concours des jeunes professionnels du vin ;
 - le concours des jeunes jurés des pratiques agro-écologiques ;
- le **CGA des pratiques agro-écologiques**.

Le présent contrat de concession doit être exécuté, sous le contrôle du commissaire général, en lien avec le concessionnaire en charge de l'organisation logistique des finales sélectionné dans le cadre d'une procédure distincte de la présente procédure, afin d'assurer la bonne coordination des activités concédées dans le cadre de ces deux concessions.

B.2. Prestations à la charge du concessionnaire

Le concessionnaire organise les concours mentionnés au point B.1. selon les modalités suivantes :

B.2.1. Prestations spécifiques par concours

B.2.1.1 Pour les concours animaux reproducteurs :

- contrôle la conformité des inscriptions des animaux et de leurs éleveurs proposés par les organismes de sélection, en vue de la validation définitive par le commissaire général ;
- planifie le passage des différents concours sur les rings ;
- assure l'animation des finales et la vulgarisation des critères de sélection auprès du grand public ;

B.2.1.2 Pour les concours produits et vins :

- **organise les phases locales des concours, par catégorie de produits et de vins :**
 - en respectant le règlement annuel du CGA qui fixe notamment les périodes et les zones géographiques de prélèvements propres à chaque catégorie de concours ainsi que les conditions

d'anonymisation des échantillons avec système d'identification confidentiel ;

- en assurant le suivi des règlements locaux mentionnés au C.1 ;
- en faisant appel, le cas échéant, à un ou plusieurs prestataires extérieurs choisis par catégorie de concours pour couvrir l'ensemble des régions de production concernées afin de limiter les coûts ;
- en prélevant et en assurant le stockage, la traçabilité et la conservation, le cas échéant par le froid, des qualités intrinsèques des échantillons en compétition ;
- en organisant les pré-sélections locales des échantillons de vins et d'Armagnac en compétition, et notamment :
 - le suivi du planning de ces pré-sélections ;
 - la fourniture d'espaces équipés et aménagés non accessibles au public permettant aux jurés et assesseurs d'exercer leurs missions ;
 - la répartition des jurés sur chaque table de dégustation ;
- en donnant ou détruisant les échantillons en double non finalistes et en envoyant les échantillons finalistes au SIA dans des conditions garantissant leur traçabilité, inviolabilité et le respect de leurs qualités intrinsèques, notamment *via* un contrôle de température.

- **organise les finales sur le SIA par catégorie de produits et de vins, et notamment :**

- achemine, réceptionne, stocke, assure la traçabilité et conserve à bonne température les échantillons finalistes de produits et vins pour le maintien de leurs qualités intrinsèques ;
- fait préalablement analyser en laboratoire les échantillons de miels et huiles d'olive pour les paramètres fixés par le règlement du CGA ;
- organise les finales au SIA dans les espaces équipés et aménagés, non accessibles au public, mis à disposition par le concessionnaire en charge de l'organisation logistique des finales du CGA sur le SIA ;
- met à disposition tout le matériel nécessaire à la préparation de la dégustation et à la dégustation elle-même ainsi que le matériel informatique permettant la saisie des résultats ;
- à l'issue des finales, donne ou détruit les échantillons en double inutilisés.

B.2.1.3 Pour les concours jeunes professionnels, le concessionnaire :

- organise sur le SIA les finales par catégorie de concours ;
- guide sur le SIA les établissements étrangers jusqu'aux lieux des épreuves pour : le concours de jugement d'animaux par les jeunes ; le trophée international de l'enseignement agricole et le concours des jeunes professionnels du vin ;
- verse les primes prévues dans le règlement annuel du CGA pour le trophée racial d'utilisation Jeunes chevaux, le trophée national d'utilisation inter-races, du trophée Monté, le trophée national de l'âne, le trophée national des chevaux et poneys de races reconnues et celles qui sont prévues pour le concours du jugement d'animaux par les jeunes ;
- verse les indemnités prévues dans le règlement annuel du CGA pour la participation aux finales nationales du trophée du meilleur pointeur espèces et meilleur pointeur races et pour les lauréats français du concours des jeunes professionnels du vin.

B.2.1.4 Pour les concours pratiques agro-écologiques :

- participe aux réunions sur l'organisation des phases locales et des finales des concours ;
- compose les jurys des phases locales des concours conformément aux règlements locaux établis par les chambres départementales d'agriculture et validés par le commissaire général.

B.2.2. Prestations générales

Le concessionnaire :

- concernant les inscriptions au CGA :
 - relaie les informations pratiques et promeut les concours auprès des éleveurs et producteurs pour attirer les candidats et susciter des inscriptions au CGA ;
 - gère les encaissements des inscriptions des candidats aux concours produits et vins ;
 - assure la maintenance, le développement et le coût d'hébergement du module inscriptions des assesseurs, jurés, animaux, éleveurs et candidats de la plateforme informatique en veillant à ce que ce dernier demeure cohérent avec le module de gestion des médailles CGA et en autorisant un accès permanent au commissaire général. La responsabilité du bon fonctionnement du module inscriptions incombe au concessionnaire. Ce dernier peut proposer toute évolution de la plateforme ;
 - respecte les conditions et limites prévues par le règlement général de protection des données (RGPD) s'agissant du traitement des données personnelles des candidats, assesseurs et jurés inscrits aux concours du CGA ;
 - assure la convocation de l'ensemble des jurés inscrits sur la plateforme www.concours-general-agricole.fr mise à disposition par l'autorité concédante ;
- concernant les jurés :
 - vérifie les déclarations sur l'honneur des jurés et fait remonter à l'autorité concédante tout risque de conflit d'intérêts ;
 - compose les jurys des finales dans le respect des spécificités de chaque catégorie de concours ;
 - assure une journée de formation d'un minimum de 700 nouveaux jurés par édition du CGA pour acquérir les bases de dégustation pour les catégories de produits ou de vins représentant la diversité des concours en recourant à des organismes spécialisés ;
 - fournit des cadeaux, d'un montant minimal de 5 €, aux jurés en contrepartie de leur participation aux phases de pré-sélection et aux finales des concours du CGA ;
- concernant les assesseurs :
 - recrute avant le 7^{ème} jour ouvré suivant le dernier jour d'inscription au CGA produits et vins le nombre d'assesseurs permettant, en complément des assesseurs fournis par l'autorité concédante, d'atteindre le nombre nécessaire d'assesseurs pour l'organisation des concours prévus par le règlement annuel du CGA, qui ne dépassera pas 600 ;
 - prend en charge les frais de mission prévus par le règlement annuel du CGA de l'ensemble des assesseurs ;
- concernant les finales des concours CGA sur le SIA :

- organise les cérémonies de remise des prix et diplômes sous l'égide du commissaire général ;
- recrute environ 160 stagiaires pour assister les assesseurs et en informe sans délai le commissaire général ;
- assure gratuitement le midi la restauration chaude des assesseurs et des stagiaires, servie à la place, dans les espaces prévus à cet effet à proximité des lieux de concours du CGA par le concessionnaire en charge de l'organisation logistique des finales du CGA ;
- concernant l'utilisation des marques Médailles mentionnées aux points 1 à 4 du II de l'annexe 4 :
 - assure la fourniture et la vente des médailles aux agriculteurs lauréats des différents concours, au prix fixé par l'autorité concédante dans le règlement annuel du concours. Les médailles doivent être imprimées sur du papier holographique. Le choix des prestataires chargés de la fourniture du papier holographique et de l'impression des médailles est soumis à la validation de l'autorité concédante, dans les conditions prévues au point C.2.2. du présent cahier des charges ;
 - assure la maintenance, le développement et le coût d'hébergement du module informatique associé à la fourniture et à la vente des médailles mis à disposition par l'autorité concédante, en veillant à ce que ce dernier demeure cohérent avec le module inscriptions et en autorisant un accès permanent au commissaire général. La responsabilité du bon fonctionnement du module médailles incombe au concessionnaire. Ce dernier peut proposer toute évolution de la plateforme ;
 - assure les prestations de communication visant à promouvoir la marque Médailles (films promotionnels, affiches, photos, campagnes de publicité, objets promotionnels tels que tabliers, casquettes, gilets, styles, stoppe-gouttes, carnets, crachoirs, goodies, etc.) ;
 - assure, en faisant appel, le cas échéant, à un ou plusieurs prestataires, un service de restauration valorisant les produits médaillés, de type restaurant proposant des repas assis (avec un minimum de deux services le midi avec 250 couverts par service, un service de petit déjeuner le matin et sur réservation uniquement des apéritifs à compter de 17 h et jusqu'à 19 h) et à emporter pendant la durée du SIA et de type *foodtruck* tout au long de l'année sur certains autres événements conformément aux attendus de l'annexe 6. Le choix des prestataires chargés du restaurant des produits médaillés et du *foodtruck* est soumis à la validation de l'autorité concédante ;
 - Assure le suivi du contrôle de l'utilisation des marques par les agriculteurs lauréats, en ayant recours à un organisme de certification ;
 - Assure le traitement des réclamations, hors recours gracieux liés à l'attribution des médailles et hors contentieux, et en tient informée l'autorité concédante sans délai.

Pour la mise en œuvre opérationnelle des dispositions du présent contrat, le concessionnaire pourra confier à des tiers l'exécution d'une part des prestations prévues par le présent contrat, dans le respect des articles L. 3134-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

Le périmètre et les prestations détaillés aux points B.1. et B.2. sont susceptibles d'évoluer, pour se conformer aux dispositions du règlement annuel du CGA. Les évolutions substantielles donneront lieu à un avenant.

C- Obligations des parties

Le décompte des dates et délais prévus au présent contrat est effectué selon les modalités prévues aux articles 2.2. et 3 du règlement (CEE, Euratom) n° 1182/71 du Conseil, du 3 juin 1971, portant détermination des règles applicables aux délais, aux dates et aux termes.

C.1. Obligations de l'autorité concédante

Le commissaire général du CGA, garant du respect du règlement du CGA, représente l'autorité concédante dans ses relations avec le concessionnaire.

L'autorité concédante organise des rencontres *a minima* mensuelles avec le concessionnaire. Ces réunions sont plus fréquentes dans les 6 semaines précédant les finales du CGA et pendant le SIA, avec un préavis minimum de 24h00.

L'autorité concédante organise par ailleurs des rencontres mensuelles avec le concessionnaire en charge de l'organisation logistique des finales et le titulaire du présent contrat. Ces réunions sont plus fréquentes dans les 6 semaines précédant les finales du CGA et pendant le SIA avec un préavis minimum de 24h00.

L'autorité concédante s'engage chaque année :

- au plus tard le **1^{er} septembre** de l'année n-2, à signer les règlements locaux avec les chambres d'agriculture départementales pour les concours des pratiques agro-écologiques de l'édition n du CGA et à les transmettre au concessionnaire ;
- au plus tard le **30 juin** de l'année n-1, à notifier au concessionnaire toute création d'un nouveau concours ou famille de concours du CGA qui serait ajouté au règlement du CGA de l'édition n et toute création d'un concours expérimental. Pour l'édition 2026, il est créé comme nouveaux concours, les concours « choux de choucroute » et « Boulangerie pains » et est envisagée la création, à titre expérimental, des concours « pâtes » « escargots » et « moules » ;
- au plus tard le **30 juin** de l'année n-1, à notifier au concessionnaire toute organisation d'un concours à titre expérimental lors de l'édition n. Pour l'édition 2026, il est envisagée la création, à titre expérimental, des concours « pâtes » « escargots » et « moules » ;
- au plus tard le **30 juin** de l'année n-1, à informer le concessionnaire sur les besoins d'actualisation du module d'inscription des candidats, des assesseurs et des jurés de la plateforme informatique pour l'édition n du CGA ;
- **au plus tard le 1^{er} octobre de l'année n-1**, à publier le règlement annuel encadrant les différents concours du CGA ;
- au plus tard le **15 octobre** de l'année n-1, à établir les instructions techniques de l'édition n du CGA relatives aux rôles et responsabilités des services déconcentrés du ministère en charge de l'Agriculture dans les phases locales du CGA ainsi qu'aux modalités de mise à disposition d'agents des services déconcentrés du ministère en charge de l'Agriculture et de mobilisation d'élèves et étudiants de l'enseignement agricole pour la préparation et les finales du CGA ;

- au plus tard le **15 octobre** de l'année n-1, à fournir au concessionnaire la charte graphique du médaillon ;
- au plus tard le **15 octobre** de l'année n-1, à fournir au concessionnaire une liste d'au minimum 100 fournisseurs de produits médaillés qui ont la capacité d'approvisionner le restaurant des médaillés ;
- au plus tard le **30 novembre** de l'année n-1, à informer le concessionnaire sur les besoins d'actualisation du module des médailles de la plateforme informatique pour l'édition n du CGA ;
- au plus tard le **5 janvier** de l'année n, à fournir au moins 300 assesseurs pour l'édition n du CGA ;
- au plus tard le **15 janvier** de l'année n, à signer les règlements locaux du concours vins de l'édition n du CGA qui encadrent les phases locales de présélection sur leur zone géographique spécifique et à les transmettre au concessionnaire ;
- au plus tard le **25 janvier** de l'année n du CGA, à fournir au concessionnaire les nombres définitifs :
 - d'échantillons des concours vins et produits à prélever en phase de pré-sélection et à conserver ultérieurement à température ambiante ou au froid jusqu'aux finales de l'édition n du CGA ;
 - de finalistes, de jurés et d'échantillons de vins à stocker et conserver pour le concours des jeunes professionnels du vin de l'édition n du CGA ;
 - d'animaux, par races, concourant à l'édition n du CGA ;
 - d'éleveurs, par races d'animaux concourant à l'édition n du CGA ;
 - d'assesseurs et jurés des différents concours de l'édition n du CGA ;
 - de stagiaires à recruter pour aider les assesseurs et les jurés des différents concours de l'édition n du CGA ;
- au plus tard le premier jour de l'installation du SIA, pour chaque édition, à fournir la décoration murale et de table du restaurant des médaillés ainsi que les pièces vestimentaires à l'effigie du CGA nécessaires pour les tenues du personnel ;
- au plus tard la veille de la finale des concours du CGA, à invalider, sur proposition des assesseurs, la participation des animaux et des échantillons de produits et de vins non conformes au règlement et notifier aux candidats concernés leur interdiction de concourir ;
- à informer le concessionnaire de toute réclamation ou de tout contentieux relatif à la médaille ;
- à associer le concessionnaire à toutes les réunions de préparation des concours des pratiques agro-écologiques et des jeunes professionnels où sa présence est requise ;
- à donner son avis au concessionnaire sur les demandes mentionnées au point C.2.2 du présent cahier des charges dans un délai maximum de 10 (dix) jours ouvrés.

C.2. Obligations du concessionnaire dans l'exécution du contrat

C.2.1. Le concessionnaire s'engage à :

- respecter l'arrêté annuel du ministre en charge de l'Agriculture portant approbation du règlement de chaque édition du CGA et les instructions techniques relatives aux rôles et responsabilités des services déconcentrés du ministère en charge de l'Agriculture dans les phases locales du CGA ainsi qu'aux modalités de mise à disposition d'agents des services déconcentrés du ministère en charge de l'Agriculture et de mobilisation

d'élèves et étudiants de l'enseignement agricole pour la préparation et les finales du CGA ;

- réaliser toutes les actions décrites au point B du présent cahier des charges et informer l'autorité concédante de la réalisation de ces actions lors des réunions organisées par l'autorité concédante ;
- établir un plan d'actions opérationnel pour chaque édition du CGA ;
- ne pas réaliser, hors de ce contrat, de prestations susceptibles de diminuer l'effet attendu des actions mises en œuvre dans le cadre du présent contrat ;
- employer les moyens humains nécessaires à la réalisation des actions décrites au point C du présent cahier des charges ; conformément à l'article L.1224-1 du code du travail relatif au maintien du contrat de travail des salariés, reprendre tout ou partie du personnel affecté à l'exploitation du service concédé ;
- établir une comptabilité analytique et détaillée des comptes de la concession en présentant notamment les éléments comptables par concours ; faciliter, à des fins de contrôle de la concession, l'accès de l'autorité concédante, à sa demande, aux documents du concessionnaire relatifs à la concession. Sans préjudice du point C.2.3. du présent cahier des charges, l'autorité concédante indique par courrier au concessionnaire les documents relatifs à la concession auxquels elle souhaite avoir accès. Le concessionnaire dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à compter de la réception de ce courrier pour transmettre les documents demandés à l'autorité concédante ;
- chaque année, au plus tard le **30 mai** de l'année n, proposer à l'autorité concédante des évolutions réglementaires et opérationnelles pour l'organisation (hors organisation logistique des finales sur le SIA) de l'édition n+1 du CGA, accompagnées de tous les éléments techniques les justifiant, notamment les évolutions du règlement annuel du CGA qu'il estime nécessaires ;
- organiser tout nouveau concours ou famille de concours de l'édition n+1 du CGA mentionné dans le règlement publié au plus tard le **1^{er} octobre** de l'année n et dont il a été informé par l'autorité concédante au plus tard le **30 juin** de l'année n, sans préjudice des nouveaux concours mentionnés au point C.1. du présent cahier des charges pour l'édition 2026 du CGA et prendre en charge le coût de ces nouveaux événements, dans la limite de 3 % du budget de la catégorie de concours concernée (animaux ou produits et vins) ;
- concernant les modalités de concertation avec les partenaires publics et privés du CGA, participer aux rencontres régulières où sa présence est requise afin de lui permettre de mener à bien ses missions.

C.2.2 Le concessionnaire demande l'approbation préalable de l'autorité concédante pour les décisions suivantes :

- chaque année au plus tard le **31 janvier** de l'année n-1, pour la composition des jurys des phases locales des concours pratiques agro-écologiques de l'édition n du CGA ;
- chaque année au plus tard le **31 mai** de l'année n-1, pour la révision des montants des droits d'inscription des concours historiques et au plus tard le 15 juillet de l'année n-1 pour la fixation du montant des droits d'inscription aux nouveaux concours ;

- chaque année au plus tard le **31 juillet** de l'année n-1, pour la validation des programmes de formation des nouveaux jurés ;
- à chaque renouvellement des contrats de prestation de fourniture du papier holographique et d'impression des médailles, au plus tard le **15 septembre** de l'année n-1, pour le choix des prestataires en charge de ces services ;
- chaque année au plus tard le **30 septembre** de l'année n-1, pour la composition de l'équipe et le plan d'action opérationnel annuel dédiés d'une part à l'organisation (hors organisation logistique des finales sur le SIA) de l'édition n du CGA et d'autre part à la gestion de la marque Médailles ;
- si le concessionnaire décide d'externaliser la prestation du service de restauration valorisant les produits médaillés de type restaurant et *foodtruck* mentionné au point B.2.2, chaque année, au plus tard le **15 octobre** de l'année n-1, pour le choix du ou des prestataires en charge de ces services ;
- chaque année, au plus tard le **30 octobre** de l'année n-1, pour le plan de communication visant à susciter les inscriptions des éleveurs et producteurs au CGA et à promouvoir la marque Médailles ;
- chaque année, dans le respect des dispositions des articles R. 3134-1 et suivants du CCP, et au plus tard le **15 décembre** de l'année n-1, pour la passation du contrat relatif à la prise en charge du bien-être animal dans les concours du CGA animaux sur le SIA ;
- au plus tard le **1^{er} janvier** de l'année n, pour le bon à tirer (BAT) relatif aux macarons Médailles ;
- au plus tard le **15 janvier** de l'année n, pour la liste des produits présents sur la carte et le menu du restaurant des médaillés ;
- au plus tard le **5 février** de l'année n, pour la décoration du restaurant des médaillés, du *foodtruck* et des espaces liés ;
- chaque année au plus tard le **5 février** de l'année n, pour la désignation des assesseurs, des jurés et des stagiaires à fournir par le concessionnaire pour l'édition n du CGA ;
- **au fil de l'eau** pour les mécénats des concours jeunes professionnels et des concours pratiques agro-écologiques.

C.2.3 Le concessionnaire remet à l'autorité concédante les documents suivants :

- chaque année, au plus tard **la veille de l'ouverture des finales du CGA** sur le SIA, la liste, à jour, de tous les contrats en lien avec les prestations faisant l'objet de la concession, en indiquant l'objet, l'identité du cocontractant, le montant fixé ou prévisionnel du contrat, sa durée et sa date de signature ;
- sur simple demande, tout contrat figurant sur cette liste ainsi que tout document relatif à la concession en ce compris tout élément afférant au financement.
- chaque année, au plus tard le **30 mai**, étant donné qu'il lui incombe seul d'engager les dépenses permettant de remplir ses obligations au titre du présent contrat :
 - un rapport d'exécution opérationnel et financier de la concession pour l'édition n du CGA ;
 - un compte de résultat, un bilan et un flux de trésorerie prévisionnels pour l'édition n+1 du CGA précisant les hypothèses sous-jacentes dans le périmètre de la concession ;
 - la liste actualisée des biens de retour.

D. Édition 2026 du CGA

La responsabilité du titulaire du présent contrat ne peut être engagée au titre de la réalisation des prestations ou événements dont les échéances prévues au point C sont antérieures à la notification du présent contrat.

Pour l'organisation de l'édition 2026 du CGA, l'autorité concédante s'engage, à la notification du présent contrat :

- à fournir au concessionnaire tous les éléments nécessaires concernant la réalisation des prestations ou événements prévus au point C dont les échéances sont antérieures à la notification du présent contrat, le cas échéant ;
- à transmettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent contrat :
 - le bilan à jour du plan d'action opérationnel (échu) et des inscriptions pour cette édition 2026 du CGA à date ;
 - le plan opérationnel du concessionnaire en charge de l'organisation logistique des finales sur le SIA de l'édition 2026 du CGA.

E- Rémunération

Le concessionnaire se rémunère sur l'exploitation du service. A ce titre, il perçoit :

1. Les droits d'inscription des concours produits et vins, dont les montants font l'objet d'une publication dans le règlement annuel du CGA.

Pour l'édition 2026, les droits d'inscription sont arrêtés comme suit :

- Pour les vins : 96 € hors taxes (H.T.) par échantillon. Une réduction croissante est consentie pour les concurrents sur la base suivante :
 - de 6 à 10 échantillons : 5 % de réduction minimum sur l'ensemble des échantillons présentés ;
 - de 11 à 15 échantillons : 10 % de réduction sur l'ensemble des échantillons présentés ;
 - de 16 à 20 échantillons : 15 % de réduction sur l'ensemble des échantillons présentés ;
 - plus de 20 échantillons : 20 % de réduction sur l'ensemble des échantillons présentés.
- Pour les produits :

Concours	DROITS D'INSCRIPTION 2026		
	Droits de dossier (€ HT)		Droits d'échantillon (€ HT)
	normal	Réduit*	
Apéritifs	128	53	71
Bières	110	53	117
Boulangerie pains	110	53	107
Charcuteries	110	53	107
Choux de choucroute	110	53	107
Cidres et poirés	104	53	71
Confitures	104	53	71
Eaux de vie	128	53	71

Epices	104	53	71
Huiles de noix	104	53	71
Jus de fruits	104	53	71
Miels et hydromels	94	53	85
Mistelles (vins de liqueur & pommeaux)	0	0	107
Produits de l'aquaculture	104	53	71
Produits issus de palmipèdes gras	104	53	71
Produits laitiers	110	53	107
Produits oléicoles	155	83	107
Rhums et punches	143	53	71
Viande	104	53	176
Volailles	104	53	212

Le concessionnaire reverse à l'autorité concédante, au plus tard le 1^{er} janvier 2026 le montant des dépenses qu'elle aura engagées pour l'organisation de l'édition 2026 du CGA.

Pour l'édition 2027, les droits d'inscription sont arrêtés, après avoir été déterminés par le concessionnaire dans son offre, à l'intérieur des fourchettes suivantes :

- pour les vins : entre 93 € et 128 € H.T. par échantillon. Une réduction croissante est consentie pour les concurrents sur une base qu'il revient au concessionnaire de proposer :
 - de 6 à 10 échantillons : w % de réduction minimum sur l'ensemble des échantillons présentés ;
 - de 11 à 15 échantillons : x % de réduction sur l'ensemble des échantillons présentés ;
 - de 16 à 20 échantillons : y % de réduction sur l'ensemble des échantillons présentés ;
 - plus de 20 échantillons : z % de réduction sur l'ensemble des échantillons présentés.
- pour les produits :

Concours	FOURCHETTE DROITS D'INSCRIPTION 2027		
	Droits de dossier (€ HT)		Droits d'échantillon (€ HT)
	normal	Réduit*	
Apéritifs	120-150	45-60	68-84
Bières	105-134	45-60	113-131
Boulangerie pains	105-134	45-60	103-121
Charcuteries	105-134	45-60	103-121
Choux de choucroute	105-134	45-60	103-121
Cidres et poirés	98-118	45-60	68-84
Confitures	98-118	45-60	68-84
Eaux de vie	123-150	45-60	68-84
Epices	98-118	45-60	68-84
Huiles de noix	98-118	45-60	68-84
Jus de fruits	98-118	45-60	68-84

Miels et hydromels	97-105	45-60	80-90
Mistelles (vins de liqueur & pommeaux)	0	0	100-125
Produits de l'aquaculture	98-118	45-60	68-84
Produits issus de palmipèdes gras	98-118	45-60	68-84
Produits laitiers	107-134	45-60	100-121
Produits oléicoles	145-182	80-90	100-121
Rhums et punches	138-168	45-60	68-84
Viande	98-118	45-60	167-197
Volailles	98-118	45-60	204-231

* pour les concurrents dont le chiffre d'affaires justifié** est inférieur à 450 000 € HT .

** pour les producteurs tenant une comptabilité d'entreprise : copie du dernier compte de résultat ou attestation d'un comptable extérieur à l'entreprise ; pour les autres producteurs : copie de leur dernière déclaration fiscale faisant apparaître le mode d'imposition au forfait.

Pour les éditions des années 2028 à 2030, les montants des droits d'inscriptions sont révisés annuellement par le concessionnaire, au plus tard le 31 mai de l'année n-1, sur la base des montants arrêtés pour l'édition 2027 et en référence à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC, source : INSEE) et validés par l'autorité concédante.

Sans préjudice du précédent alinéa, le concessionnaire peut, au plus tard le 31 juillet de l'année n-1, demander à l'autorité concédante de réviser le montant des droits d'inscription, en exposant les motifs qui justifient, selon lui, cette révision.

L'autorité concédante statue, après avoir échangé avec le concessionnaire, dans un délai d'un mois à compter de la réception de sa demande.

2. Les éventuelles recettes issues du mécénat pour les concours pratiques agro-écologiques et jeunes professionnels, sous réserve de l'approbation préalable du choix des mécènes par l'autorité concédante.

Les mécénats sont exclus pour tous les autres concours.

3. Les recettes générées par la vente des médailles, dans les conditions prévues au point B.2.2. du présent cahier des charges.

Clause de partage des résultats (surperformance)

Chaque année, avant le 1^{er} mai, le concessionnaire communique à l'autorité concédante le montant toutes taxes comprises des droits d'inscription perçus pour l'édition n du CGA et des recettes issues de l'utilisation des marques Médailles, en euros courants. Une clause de partage des résultats assortie d'une redevance globale en cas de surperformance du concessionnaire, lorsque son chiffre d'affaires dépasse 5 M€, sera intégrée dans le contrat de concession. Le seuil de chiffre d'affaires pour l'application de cette clause sera révisé chaque année en fonction de l'inflation, mesurée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'INSEE.

Sans préjudice du point précédent, le concessionnaire pourra également, en cas d'évolution du périmètre du CGA produits et vins, demander à l'autorité concédante de réviser ce seuil, en exposant les motifs qui justifient cette révision. Cette demande devra être adressée par le concessionnaire à l'autorité concédante avant le 1^{er} mai de l'année d'édition n-1 du CGA. L'autorité concédante statuera, après avoir échangé avec le concessionnaire, dans un délai d'un mois à compter de la réception de sa demande.

F- Durée

Le présent contrat prend effet à la date de sa notification et couvre les cinq éditions, de 2026 à 2030 du CGA.

G- Biens

Biens de retour

L'autorité concédante met à disposition du concessionnaire des biens nécessaires à l'exploitation du service public qui constituent des biens de retour au sens de l'article L. 3132-4 du CCP. La liste de ces biens figure à l'annexe 4 du présent cahier des charges.

Le concessionnaire s'engage à restituer gratuitement et en bon état de fonctionnement, à la fin de la concession, les biens mentionnés au paragraphe précédent ainsi que l'ensemble des biens répondant à la définition de l'article L. 3132-4 du code de la commande publique.

Biens de reprise

Conformément à l'article L. 3132-4 du CCP, les biens de reprise peuvent être repris par le concédant à leur valeur nette comptable.

Marques et autres biens immatériels

Le concessionnaire dispose d'un droit d'utilisation des marques et autres biens immatériels nécessaires à l'organisation du CGA, dont les conditions seront précisées par convention conclue avec l'autorité concédante.

Le cas échéant, le concessionnaire accorde aux tiers désignés par l'autorité concédante les droits d'utilisation des marques nécessaires à la bonne organisation du CGA. Le concessionnaire peut également accorder des droits d'utilisation à des tiers après accord préalable de l'autorité concédante.

H- Exécution

Faits nouveaux

Au cas où une modification de la concession serait de nature à significativement modifier l'équilibre économique et financier de la concession, les parties arrêtent, dans les meilleurs délais, les mesures à prendre en vue de permettre la continuité du service public dans des conditions financières sensiblement équivalentes.

Au cas où un fait imprévisible à la date d'entrée en vigueur du contrat de concession et extérieur aux parties entraînerait un bouleversement de l'équilibre économique et financier de la concession, le concessionnaire, dès lors qu'il poursuit l'exécution de ses obligations, peut proposer au concédant les mesures strictement nécessaires pour lui permettre d'assurer cette exécution. Le concédant notifie sa décision concernant de telles propositions dans un délai de deux mois à compter de la réception d'un dossier complet en ce sens.

Force majeure

Aucune partie au contrat de concession n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du contrat de concession dans la mesure où un tel manquement ou retard résulte directement d'événements présentant les caractéristiques de la force majeure selon la jurisprudence dégagée par le Conseil d'État, c'est-à-dire extérieurs aux parties, imprévisibles et irrésistibles.

Si le concessionnaire invoque la survenance d'un événement de force majeure, il le notifie sans délai par écrit au concédant, qui notifie dans le délai de deux mois au concessionnaire sa décision.

Résiliation

Au cas où des événements présentant les caractéristiques de la force majeure rendraient impossible pendant une période d'au moins douze mois l'exécution du contrat de concession, sa résiliation peut être prononcée par l'autorité concédante ou, à la demande du concessionnaire, par le tribunal administratif prévu ci-après.

Au cas où le bouleversement de l'équilibre économique de la concession serait ou deviendrait irrémédiable, le contrat de concession peut être résilié par l'autorité concédante.

Le concédant peut à tout moment mettre fin au contrat de concession sous réserve d'un préavis de six mois dûment signifié au concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Le concessionnaire a alors droit à une indemnisation en application de la jurisprudence du Conseil d'État.

Pénalités et mesures coercitives

L'autorité concédante peut exiger du concessionnaire, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité pour tout manquement à ses obligations au titre du contrat de concession.

Cette mise en demeure est adressée par courrier recommandé avec avis de réception (RAR). En cas d'urgence, la mise en demeure peut prendre la forme d'un envoi par voie électronique. Le délai fixé par la mise en demeure pour permettre au concessionnaire de remédier au manquement, ne peut, sauf cas d'urgence dûment motivé, être inférieur à 10 (dix) jours, et tient compte, notamment, de la nature du manquement invoqué et des mesures à prendre pour y remédier.

Le montant de la pénalité est établi par calcul du retard entre la date d'échéance fixée par la mise en demeure et la réalisation satisfaisante par le concessionnaire de l'obligation considérée. Le montant de la pénalité par jour de retard est fixé par la mise en demeure en fonction de la gravité du manquement, de son caractère éventuellement répété et des circonstances.

Ce montant maximum est de 1 000 (mille) euros par jour de retard à compter de l'échéance fixée dans la mise en demeure.

Sans préjudice de l'application des pénalités, le concédant peut, à l'issue d'un délai qu'il fixe dans la mise en demeure adressée au concessionnaire restée infructueuse, se substituer provisoirement au concessionnaire ou lui substituer toute entité de son choix, aux frais et risques du concessionnaire, pour l'exécution de ses obligations au titre du contrat de concession.

En cas de force majeure, les pénalités ne seront pas applicables à la période concernée.

Déchéance

Tout manquement du concessionnaire à ses obligations au titre du contrat de concession peut donner lieu à déchéance du concessionnaire prononcée par le concédant dès lors que ce ou ces manquements sont d'une particulière gravité et compromettent la poursuite de la concession dans des conditions normales.

Cession du contrat de concession

Toute cession partielle ou totale du contrat de concession doit faire l'objet d'une autorité écrite préalable du concédant.

Règlement des différends

Les différends pourront être soumis à une instance de conciliation composée de quatre membres, dont deux sont désignés par l'autorité concédante et deux par le concessionnaire.

La commission ainsi constituée devra rendre sous un mois, un avis contenant, le cas échéant, des propositions que les parties s'engagent à examiner de bonne foi dans un délai d'un mois. Lors de cette période de conciliation, les parties sont tenues de poursuivre l'exécution du contrat.

En l'absence d'engagement d'une procédure de règlement amiable ou en cas d'échec de celle-ci, les parties peuvent saisir le tribunal administratif de Paris.

I- Liste des annexes jointes au présent cahier des charges

- Annexe 1 : Règlements des éditions 2024 et 2025 du CGA
- Annexe 2 : Modèle de règlement local pour le CGA vins
- Annexe 3 : Modèles de règlements locaux pour le CGA Pratiques Agroforesterie
- Annexe 4 : Biens de retour (annexe publiée lors de la phase offres)
- Annexe 5 : Annexe financière
- Annexe 6 : Attendus relatifs au restaurant des médaillés et au *foodtruck*